

# LA BRIQUETTE

DÉCEMBRE 2019

Hors-série de La Brique, journal local de critique sociale

Ne pas jeter sur la voie publique mais plutôt à faire tourner.

## RETRAITES : LA LUTTE POUR UNE VIE AVANT LA MORT

La retraite peut paraître secondaire parce que beaucoup pensent qu'ils ne l'atteindront pas : à cause de l'effondrement climatique, du chômage, des violences policières qui finiront par nous achever... Elle n'en demeure pas moins un des derniers conquies sociaux, arrachés aux griffes du patronat, qu'il nous est encore possible de défendre. Acquis du Conseil National de la Résistance de 1945, elle repose encore essentiellement sur la répartition et sur la solidarité entre les générations et les individus. Ce système permet pour les retraité.es de sortir du travail et de ne plus turbiner pour enrichir le capital tout en étant rémunéré.es par la solidarité (forcée) du patronat et des travailleur.ses. Un système insupportable pour le système capitaliste. Jean Paul Delevoye, 72 ans, déjà membre de l'équipe Juppé en 1995, a bêtement oublié de signaler son accointance avec les compagnies d'assurance. Comme quoi, il y a un âge où il faut s'arrêter de travailler.

Souvenez-vous il y a un an. La bourgeoisie a bien tremblé des genoux. Avec les manteaux de fourrure qu'ils se payent, le froid n'y était pour pas grand chose. Tous les samedis, les rues des ghettos de riches des 8e et 16e arrondissements de Paris se sont remplies de Gilets jaunes. Apeurée, la bourgeoisie parisienne se savait plus où se terrer. Vite ! Au Touquet ! Les bourgeois restent ce qu'ils ont toujours été : une bande de veules charognards.

Une partie du patronat s'est tellement chîé dessus qu'elle était prête courant décembre à concéder une augmentation du SMIC et à revenir sur la suppression de l'ISF. Coté Élysée, les conseillers et la

femme du Président ont visité les abris anti-atomiques du château et l'hélicoptère présidentiel était à tout moment prêt à exfiltrer Macron et sa clique.

Depuis, ils ont repris confiance et beaucoup de culot. Ils présentent leur réforme des retraites comme une avancée pour la justice sociale. Enfin ! Le premier procès



d'un flic a eu lieu... pour avoir jeté un pavé. L'Inspection Générale de la Police Nationale a bien travaillé. Les crânes fendus, les mains arrachées ou les yeux perdus ont compté pour du beurre et ce sont des

milliers de personnes qui préfèrent rester chez elles. Défendant leur régime spécial de retraites, il n'aura fallu à la bleusaille que quelques menaces de la part de leurs syndicats pour que le gouvernement s'incline et leur laisse leurs privilèges. Rien d'étonnant, l'État a besoin de larbins pour maintenir l'ordre social.

Mais les Gilets jaunes sont toujours là. Et ils sont désormais rejoints par une mobilisation syndicale historique. Le mouvement est très souvent comparé à la mobilisations de 1995. Elle évoque la dernière bataille remportée par le mouvement ouvrier. Mais tellement habitué.es que nous sommes à encaisser des défaites cuisantes, notre mémoire nous joue des tours. Car en réalité, le plan Juppé de 1995 comportait deux attaques distinctes : la suppression des régimes spéciaux et la prise de contrôle par l'Etat du budget de la Sécurité Sociale (contrôlé auparavant paritairement par les organisations syndicales et patronales). Certes, la grève du public et du privé adossée à des manifestations gigantesques a permis de faire reculer Juppé, mais uniquement sur les régimes spéciaux. Le projet contre la Sécu sera maintenu lui. Depuis, l'Assemblée Nationale vote chaque mois d'octobre un budget pour la Sécu. Ce qui a conduit aux situations catastrophiques dans les hôpitaux et au reste à charge toujours plus grand pour les patient.es. Ce que nous évoquons avec nostalgie comme une des rares victoires face au capitalisme n'est en réalité qu'une demie-défaite.

Le gouvernement actuel pourrait parfaitement rejouer la même partition : lâcher prise sur un point particulier pour que la masse de manifestant.es et de grévistes reprennent le turbin, convaincue de s'être

bien battue. L'opposition de la CFDT à l'âge-pivot pourrait bien jouer ce rôle cette fois-ci...

Ils ont de quoi nous diviser. Ils créent l'opposition privé-public, les privilégié.es versus les autres, les gilets jaunes contre les syndicats, les syndicats contre les casseurs, les-ébourné.es-innocent.es contre les ébourné.es-qui-l'ont-bien-mérité... et compter les retraité.es comme des personnes POUR la réforme des retraites.

Mais nous on a une recette qui marche : un cortège de tête qui n'a pas toujours des cibles pertinentes; une CFDT qui n'arrête pas de trahir, des gilets jaunes pas toujours anti-sexistes ni anti-racistes; des syndicalistes pas très solidaires des chômeur.es; des écolos un peu trop non-violents et même certain.es qui détestent vraiment beaucoup la police. Tremblez bourgeois !

De toute façon, aucune fraction de celles et ceux qui luttent pour une société meilleure ne parviendra seule à arrêter l'inexorable avancée du capitalisme en marche: sa prédation sur le vivant, l'exploitation des travailleur.ses, le mépris pour les faibles. Si ça continue, il faudra que ça cesse. La séquence des mobilisations perdues, de Nuit Debout aux Gilets Jaunes, en passant par les lois travail, nous poussent à la tolérance et à la complémentarité de nos moyens d'action respectifs.

Anti-capitalistes, anti-Macron  
de toutes les luttes,  
unissez-vous !

## A QUI PROFITE RÉELLEMENT CETTE RÉFORME ?

Le "marché" des retraites est estimé à 318 milliards d'euros. Sauf que dans le système actuel, cette somme est socialisée pour être répartie sur des bases solidaires. De quoi rendre fou le Capital qui ne peut pas mettre la main dessus. Du coup, quand on apprend que Delevoye est en réalité de mèche avec les compagnies d'assurance, on se marre, ou plutôt pour celles et ceux qui croyaient naïvement à leur volonté de "justice sociale", on chiale. Mais ce n'est pas tout, ce pactole attise des convoitises au-delà de

nos frontières. Ainsi les responsables de Blackrock, multinationale américaine et plus puissant fonds spéculatif mondial avec plus de 6 000 milliards de dollars d'actifs dont les deux-tiers concernent l'épargne-retraite, se disent "extrêmement attentifs aux opportunités des réformes du système de retraites en France". Un mois après l'élection de Macron le président de Blackrock, Larry Fink est "reçu en toute discrétion à l'Élysée, par le président et à Matignon". Puis Bruno Le Maire lui rend visite à New York trois semaines plus tard. Quand Macron crée la commission pour la

réforme de l'Etat en Octobre 2017, il y intègre le président de Blackrock France, Jean-François Cirelli. Dans la foulée, Macron et ses ministres reçoivent les dirigeants de Blackrock à dîner. Il en découle logiquement durant l'automne 2017 le calendrier de la réforme des retraites. Le lobby des fonds d'investissements en France, dont fait partie Blackrock, rencontre régulièrement Macron et ses ministres durant 2018 et 2019 pour préparer la loi Pacte et les nouveaux dispositifs d'épargne-retraite. Puis en Juin 2019, Blackrock donne carrément ses conseils au

gouvernement dans une note intitulée "Loi Pacte : le bon plan retraite". Finalement la loi Pacte entre en vigueur le 1er Octobre et contient deux articles encourageant explicitement les plans d'épargne-retraite. Voilà ce qui se cache derrière leur justice sociale : des fonds vautours qui veulent tirer profit de nos solidarités.

# PARÉ.ES POUR LES MANIFS

**Battre le pavé c'est chouette et trop la fête. Moins quand on constate que la violence des forces de l'ordre est devenue systématique : gazages, interpellations, etc. La preuve : plus de manifs sans street médics. Comme *la Brique* a souci de son lectorat, on vous fait un rappel sur comment être prête.s si jamais ça tourne au vinaigre : autodéfense !**

## Avant de partir

Faites le tri de vos poches et de votre sac ! Enlevez tout ce qui ressemble de près ou de loin à une « arme » : canif, opinel, outils divers et variés ; tout ce qui sera inutilisé en manif. Idem pour les substances illícites, ça serait bête de rester coincés au dépôt pour si peu.

Kit de survie possible : sérum phy, malox (ça passe aisément dans une doublure de veste) et bouteille d'eau. Si vous ne le sentez pas, car l'oeil suspect des forces de l'ordre rôde, sachez que les street médics sont équipés.

Pour les masques : ceux anti-pollution passent et anti-poussière souples passent (idem dans une doublure de veste ça passe). Ceux à cartouches non, considérés comme « matériel militaire » (disponible dans tout les meilleurs magasin de bricolage cependant).

Pensez à mettre des chaussures montantes qui protègent les chevilles en cas de grenades au sol.

On vous conseille, si nécessaire, de sortir avec un vieux portable prévu pour l'occasion : pas de traçage ip, vierge de tout contact des camarades, avec code de verrouillage. Vous n'échapperez toutefois pas au bornage qui prouvera votre présence en manif. Prenez également une pièce d'identité, sinon vous êtes bons pour rester au frais.

Si vous êtes témoins de violences policières ou qu'un de vos camarade est exfiltré :

Contactez le C.L.A.J  
(Collectif lillois d'autodéfense juridique)  
claj@riseup.net / 07 73 48 59 26

Astuce de derrière les fagots : oubliez les crèmes hydratantes les jours de manif, elles « fixent » les particules irritantes des lacrymogènes sur la peau.

## Interpellation et gardav'

Si on vous interpelle, dommage, mais on vous explique.

Les forces de l'ordre ont une heure pour vous citer vos droits, particulièrement celui de garder le silence. Passé ce délai vous avez le droit de partir.

On va vous demander : Si vous avez un avocat ou si vous souhaitez en prendre un d'office. On vous déconseille fortement de prendre celui commis d'office, même si vous êtes serein. Les suivis de dossiers sont plus compliqués et vous avez plus de chance de finir en comparution immédiate sans avoir le temps de préparer votre défense.

• Vous avez le droit à un appel à un proche. Retenez son numéro. Cette personne devra contacter le CLAJ et un avocat pour vous défendre.

• Quand l'OJP vous interroge : « je n'ai rien à déclarer. » Ne signez rien (notez : « refuse de signer » sur les pv).

• Demandez à voir un médecin : précisez si vous avez un traitement ou un état de santé qui nécessite des soins particuliers ! Mieux vaut se ballader avec son ordonnance.

• On va vous demander votre ADN et vos empreintes. Sachez que même si c'est un délit puni d'une amende, vous pouvez refuser de donner vos empreintes, votre ADN et le code d'accès de votre portable (même si ça n'empêche pas sa fouille).

La France s'est déjà faite taper plusieurs fois sur les doigts par l'Europe pour le fichage systématique. Le refus est un choix politique.

• Vous serez fouillé.e, déshabillé.e et placé.e en cellule jusqu'à l'arrivée de votre avocat.

• L'OPJ prendra votre déposition, encore une fois gardez le silence. Après c'est l'attente.

Pour le reste des opérations on vous renvoie à la Briquette anti-rep. Si vous n'avez pas le temps de faire la lecture, car occupé.e.s dans le cortège, pensez à attraper les tracts distribués par le CLAJ pendant la manif.

Pensez aux caisses anti-rep qui paient les avocat.e.s des camarades ! Et soutien à toutes les tactiques !

**Bonne manif !**



# L'OBSERVATOIRE LILLOIS DES PRATIQUES POLICIÈRES

L'observatoire lillois des pratiques policières (OLPP) a été créé le 18 juin dernier, comme un appel. Il regroupe des syndicats (Sud, FSU, Syndicat des avocat.es de France), la Ligue des droits de l'homme, des universitaires, des militant.es. Il n'est sous la dépendance d'aucune organisation, toute personne se sentant intéressée par la cause qu'il défend peut le rejoindre. D'autres observatoires existent déjà à Nantes ou Toulouse.

## Le protocole d'observation

L'observatoire se donne pour fin de documenter de façon détaillée les agissements de la police sur plusieurs mois. La durée des observations, la multiplicité des faits récoltés, sont un gage de la crédibilité des données recensées.

Les observations sont menées à partir d'un protocole détaillé. Voilà ce qui est observé : effectifs policiers (nombre, corps de police déployés), armements déployés, violences.

Les observations recueillies permettront : d'interpeller l'opinion publique sur la répression des mouvements sociaux, de soutenir des plaintes, notamment en apportant témoignages et vidéos, de faire remonter les cas de violences policières auprès du défenseur des droits ou du comité des droits de l'homme des Nations Unies.

## La répression des lycées à Lille cette semaine

A Roubaix, à Lille aux lycées Faidherbe, Fénélon, Pasteur : tirs de lacrymo sur les lycéens et les lycéennes. Un nombre record de près de 30 interpellé.es, de façon particulièrement brutale : placage au sol et strangulation.

Deux étudiants de l'ESJ arrêtés jeudi 12 décembre, à la fin de la manif, apparemment pour le seul motif que l'un avait pris des photos de flics, l'autre devant le comico pour « refus d'obtempérer » lors de la manif qui s'est ensuivie au cri de « informer n'est pas un délit ».

## Ça crève les yeux que ça crève les yeux

Un mot pour résumer le gouvernement : cécité. Celle qu'il cause. Celle qu'il affiche cyniquement face aux exactions policières. Et celle dont il fait preuve naïvement face aux conséquences probables de sa politique : laisser les coudées franches semaine après semaine à des flics facheux et en colère, ça ne promet rien de bon pour l'avenir.

Droit dans ses bottes (cloutées), le Préfet avait réagi au lancement de l'OLPP : les violences policières n'existent pas. Pour preuve : une seule plainte déposée contre les forces de l'ordre depuis le début des Gilets jaunes. Argument très convaincant : va donc déposer plainte contre un keuf au comico. On sait bien de toute façon que les enquêtes n'aboutissent pas.

Le Préfet affirme donc sans broncher que la population n'a pas à avoir de droit de regard sur les agissements de la police. Dans son esprit, la police, dépositaire de l'autorité publique, semble par définition agir de

façon conforme à la loi... à moins qu'elle ne soit au-dessus des lois ? On voit la nécessité de mener un combat juridique : force ne doit pas faire droit. Des textes juridiques existent pour mettre en cause les responsables des violences.

L'observatoire gêne : individuellement, certain.es des membres de l'observatoire, dont l'activité est entièrement légale, ont subi des coups de pression de la part des défenseurs de la démocratie.

## Comment aider ?

Si vous êtes témoins de pratiques discourttoises de la part des forces de l'ordre, un mail à contacter : olpp@riseup.net. L'observatoire recherche aussi de la main-d'œuvre : appel à contribution, comme on l'a dit c'est pas la matière qui manque, et ça les emquiquine profondément.

# LA RÉPRESSION POLITIQUE À LA FRANÇAISE

« *Macron sauve sa peau en arrachant des mains* » : la répression policière est devenue l'outil de négociation du gouvernement. Ce sont aussi les stratégies de « maintien de l'ordre » d'une police-milice livrée à elle-même qui mènent à cette criminalisation de la contestation. Nous avons rencontré Fabien Jobard, chercheur sur la police au CNRS, afin de comprendre l'origine de ces stratégies.

Peux-tu revenir sur l'historique du maintien de l'ordre ?

**Fabien Jobard** : La doctrine du « maintien de l'ordre » repose sur l'idée de gradation de l'emploi de la force. Premièrement, la force doit toujours être proportionnelle aux menaces auxquelles les forces de police ont à répondre. Deuxièmement, la force sert à mettre à distance les foules. Les deux armes qui symbolisent cette double dimension sont le gaz, qui ne touche pas les corps et n'est pas censé blesser, et le canon à eau.

Cette doctrine s'est élaborée après 68. Les manifestant.es de 68 sont des enfants de la bourgeoisie. Politiquement, on ne peut les traiter comme les protestataires algériens noyés dans la Seine. On converge alors vers la réponse graduée, la mise à distance et la négociation avec les manifestants.

La « négociation » permet au pouvoir de faire une différence entre les « bons » et les « mauvais » manifestants (de son point de

vue). Pourquoi parle-t-on d'« émeutes » en banlieue et pas de révoltes ? Parce qu'il n'y a pas de négociation. Ce cadre autorise la police à faire usage d'autres moyens sans l'obligation de négocier : c'est l'arrivée des flash-balls.

Des unités particulières sont employées dans ce cadre : les fameuses Brigades anti-criminalité (BAC), les compagnies départementales d'intervention, les brigades spécialisées de terrain... Ces unités sont aujourd'hui mobilisées contre les manifestant.es, et c'est ça la nouveauté de la stratégie policière aujourd'hui : les armes de répression employées en banlieue se retrouvent dans les centres-villes.

Comment se justifie la présence de la BAC en manif ?

FJ : Pour les manifs à Paris, il faut énormément de monde pour assurer le

maintien de l'ordre. D'autant que le mouvement n'a plus la forme classique : plus de cortège syndical, de parcours déclaré, etc. Le pouvoir n'a pas les effectifs suffisants : on a 230.000 policiers et gendarmes en France. Quand Castaner dit : « je vais mobiliser 80.000 personnes », ce n'est pas possible. Il doit donc aller chercher des unités non-formées. Il y a aussi la question du budget : un CRS c'est 80 000 euros annuels de primes de déplacement. Alors c'est plus économique de surarmer les agents : un flash-ball c'est 400 euros.

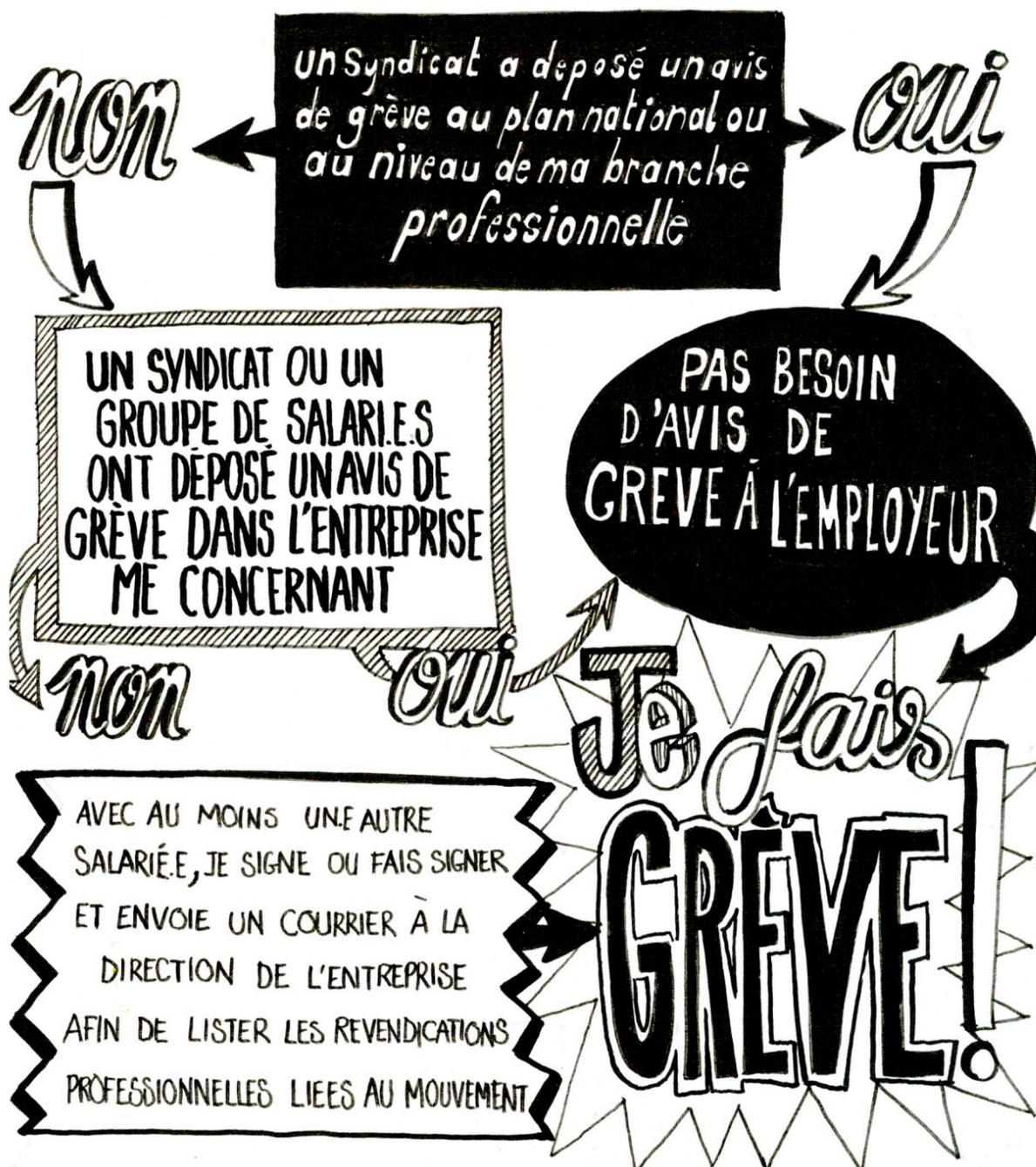
La violence est-elle dictée par les consignes des ministères ?

FJ : Oui. Le maintien de l'ordre c'est pas de la police. Ce n'est pas une question d'appréciation individuelle (« est-ce que je mets une amende ou pas ? »), c'est une question d'obéissance à des ordres, point.

La mobilisation de la BAC et de son armement montre bien cette intention.

Pour la police, c'est comme une expérience en conditions réelles : il y a ces formes nouvelles de manifestation et de contestation politique, face auxquelles plusieurs moyens sont testés. On a le fichier de « traitement des antécédents judiciaires » (TAJ), les doctrines d'emploi en violence urbaine, la loi de 2010 contre les rassemblements initialement édictée pour réprimer les banlieues, les interpellations préventives. Ils prévoient aussi un fichier, non pas le fichier de personnes mises en cause mais un fichier alimenté sur simple renseignement policier.

## FAIRE GRÈVE (dans le privé)



### La mare aux retraites

"Après 50 ans on ne t'embauche plus mais le Medef veut que tu partes à la retraite à 67 ans... Pendant 17 ans, tu fais quoi ?"

Marlène Schiappa, 23 mai 2015. À l'époque adjointe au maire du Mans, en charge de l'égalité et de la lutte contre les discriminations.

"Battir un nouveau système par point qui préserve la retraite par capitalisation."

Lapsus de E. Macron sur BFM en novembre 2019.

J'ai très peur d'une grève générale. Valérie Pécresse à propos de la grève du 5 décembre.

"Ce qui rend très inquiétant tous ces mouvements, c'est pas tant la position des syndicats, c'est le fait que la base [des syndicats] est prête à en découdre."

Raymond Soubie, Novembre 2019, dans *C'est dans l'Air*. Président des sociétés de conseil Alixio et Taddéo et ancien conseiller de N. Sarkozy.

"Vous constaterez avec moi que le 5 décembre est quelque chose d'étrange."

Macron, le 22 novembre 2019.

"Rêvons d'un monde où les travailleurs, salariés ou non, ne veulent pas prendre leur retraite. Rêvons d'un monde où l'on travaille jusqu'à la mort car le travail fait reculer la mort" Nicolas Bouzou, *Le travail est l'avenir de l'homme*, Editions de l'Observatoire, 2017.

"Nous avons le meilleur système de retraite [par point] au monde, avec le seul petit défaut qu'il donne des pensions trop basses." 2017, Premier ministre suédois Göran Persson. En suède, 15 % des plus de 65 ans vivent sous le seuil de pauvreté. Soit le double de la situation française.

# LES ENJEUX DES RETRAITES

Une stratégie des gouvernements, c'est de dire que les questions politiques sont techniques, compliquées, qu'elles se réduisent à des questions de chiffres. Ils espèrent ainsi nous décourager de nous occuper de ce qui nous concerne. Il ne faut pas se laisser impressionner par cette prétendue complexité : les enjeux des retraites peuvent être résumés en quelques propositions simples.

## Cette réforme est une prédation

En bref : allongement de la durée de travail, baisse des pensions.

C'est un spécialiste du vol qui le dit : Fillon, en 2016, devant un public de patrons, vend la mèche : « le système par points permet de baisser la valeur des points et donc de diminuer le niveau de pensions ». Une preuve par l'exemple : en Suède, modèle vanté par le gouvernement, 90 % des femmes et 70 % des hommes ont vu leur pension diminuer depuis le système des retraites à points.

Le système à point est d'autant plus vicieux que « le point » deviendra ainsi une valeur abstraite réévaluable à l'infini. Une fois cette réforme passée il n'y aura désormais plus jamais besoin de se pencher sur cette question, simplement de réévaluer la valeur dudit point. Celui-ci sera indexé sur la valeur du smic, lui-même laborieusement indexé sur le niveau de vie.

Actuellement la retraite est calculée sur les 25 meilleures années (privé - contre les 10 meilleures années avant la réforme Rocard de 93) ou les 6 derniers (fonctionnaires) : le calcul de la pension sur l'intégralité de la carrière entraîne mécaniquement une baisse. Le collectif Nos retraites a testé des situations : un salarié du privé ayant commencé à travailler en 1990 partirait à la retraite avec un taux de remplacement de 56 % du dernier salaire, contre 73 % dans le système actuel. Pour toucher une pension équivalente, il faudrait travailler 3 ans supplémentaires, soit jusqu'à 67 ans. Rappel utile : en France, l'espérance de vie sans incapacité est de 59 ans pour un ouvrier. Le choix deviendra : travailler jusqu'à la maladie ou s'arrêter avec une retraite de misère.

Si on accepte les hypothèses de caisses de retraites ratiboisées et d'une augmentation drastique d'inactives hors d'âge, que faire ? Et bien il existe des fonds de pensions privés, des assurances vie et autres contrats prélevés sur deniers personnels par de grands humanistes assureurs, les annonces fleurissent déjà nos internets. Très populaire au États-Unis, qui s'illustrent

brillamment en terme de politique sociale, on le sait. Delevoye, dont il est utile de rappeler qu'il est l'un des plus grands propriétaires terriens de la région, est lui-même personnellement lié à des fonds de pension. Non mais après c'est sympa le mobile home, faut pas mépriser.

## Les femmes sont les «grandes perdantes de la réforme»

Edouard Philippe n'arrête pas de scander le contraire. Pourtant, même *Madame Figaro* a dû se plier à l'évidence, même le sénateur LR Bruno Retailleau a pu rappeler au Premier ministre que ses dénégations ne changeraient pas la réalité. Rappel de quelques faits : les femmes ont en moyenne des pensions 42% inférieures à celle des hommes. Le salaire des femmes est en moyenne de 25% inférieur à celui des hommes et de 9% à statut égal. Dans le système proposé, comme ce n'est pas les meilleures années de travail qui ne compteront plus mais l'ensemble de la carrière, l'écart de salaire entre femmes et hommes se traduira dans la répartition des retraites. Et pour le minimum retraite à 1000 euros ? Elles seront nombreuses à ne pas y avoir

droit. Pour bénéficier de ce minimum, il faut avoir effectué une carrière complète pour en bénéficier. Ce qui, maternité et mise à la retraite anticipée oblige, est moins souvent le cas des femmes.

Pour pallier à cela, Philippe affirme que les femmes auraient 5 points supplémentaires dès le premier enfant « et non à partir du troisième ». Ouf ! Sauf que la majoration au 3e enfant passe de 10% à 5%. Bref, une sacrée supercherie en plus d'être une réforme fichtrement sexiste. Car même si ces points peuvent être accordés au conjoint en cas de demande, comme le souligne Henri Sterdyniak, membre des économistes atterrés, cela n'y change rien, car les hommes gagnent en moyenne plus que les femmes. Et pour toutes celles qui ne veulent pas d'enfants au fait ? tout va bien dans le meilleur des mondes ?

Comme si les enfants étaient la seule cause de l'écart des pensions des retraites. Quid des discriminations à l'embauche qui font que les femmes se retrouvent plus souvent que les hommes au chômage ? Le harcèlement sexuel et sexiste au travail est aussi une raison qui pousse les femmes à démissionner de leur travail.

## Le mythe de la nécessaire réforme

L'épouvantail de hordes de vieux et impotents, héritage à retardement des trente glorieuses, empoivre nos prétentions à la retraite. Caviardage d'une réalité économique et sociale bien différente. L'espérance de vie à déjà fortement augmenté et s'il y a trente ans, une active cotisait pour trois personnes, aujourd'hui ce nombre a doublé et cependant nos retraités.es actuels vivent bien mieux que ceux d'antan. Preuve s'il en est qu'un système de cotisation bien réparti, ça fonctionne.

## La fausse question des «régimes spéciaux»

Le gouvernement veut nous faire croire que les régimes spéciaux de retraite de certains secteurs sont un scandale. Il prétend qu'il lutte pour la justice avec son système « universel ». Mais la justice, ce n'est pas tout le monde au même régime. La justice, c'est la correction des inégalités de situation. Si le travail est pénible, il est juste qu'il y ait des compensations.

Historiquement, les régimes spéciaux ont été conservés par la CGT à la création de la Sécu pour exercer une pression à la hausse sur le régime universel : ça en dit long sur la volonté de les défaire.

Le gouvernement agite la question des régimes spéciaux, qui ne concernent que 3 % de la population, comme un leurre pour nous diviser et pour masquer l'attaque générale contre les travailleurs et les travailleuses. C'est la stratégie du bouc émissaire : exactement comme lorsqu'il prétend que les musulman.es, les migrant.es traqué.es par les flics ou le « black blocs » sont responsables de tous les problèmes en France. C'est celui qui le dit qui l'est !



## QUI SOMMES NOUS ?

La Brique est un journal local d'analyse et de critique sociale.

Il paraît depuis 12 ans (depuis le conflit anti-CPE...).

Ça coûte seulement 2 euros, dans les bons kiosques de la région. Si tu te démerdes bien, tu peux récupérer des anciens numéros gratuits. Tu peux l'emprunter en médiathèque, en BU, le lire dans tes bistrotts préférés ou l'emporter sous le manteau, on t'en voudra pas.

On a un site web : [www.labrique.net](http://www.labrique.net) et une adresse mail où nous envoyer tes remarques, suggestions, insultes, ou infos exclusives : [labrique@riseup.net](mailto:labrique@riseup.net)



## La mare aux retraites

Oups... Jean-Paul Delevoye avait oublié de mentionner déclarer à la HATVP, un poste d'administrateur bénévole de l'Ifpass, l'école de formation aux métiers de l'assurance. Qui gagneront assurément avec le développement des retraites complémentaires. « L'heure des vraies réformes a sonné. Les repousser ce serait à coup sûr accepter le déclin. » E. Macron... Pardon, c'est Alain Juppé en 1995. « Le gouvernement va confisquer la sécurité sociale aux partenaires sociaux pour mieux préparer par la suite une privatisation du système de protection. » Julien Dray, 1995. Il soutiendra ensuite le Président Hollande et ses réformes. On pourrait aussi conclure en citant la marionnette des Guignols de l'Info de Jacques Chirac qui nous prodiguait cette citation qui correspond bien à l'ami Delevoye en 1999 en campagne pour la présidence du RPR : « Compagnons, je ne me mêle pas de la vie du RPR, mais si j'avais un avis à émettre, je dirais simplement : Jean Paul Delevoye est un blaireau, un mauvais, un concentré de buse ! Je ne veux pas de ce type à la présidence du RPR ! Regardez-le, il ressemble à rien de répertorié sur la planète Terre ! Delevoye, jamais, boycottez-le ! » Message adressé au gouvernement...